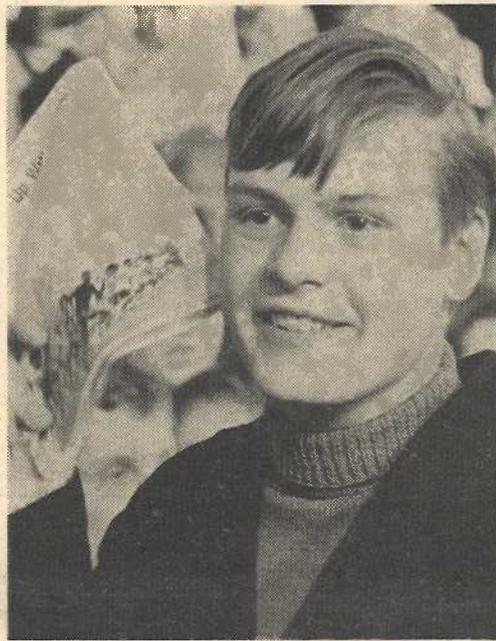


J.A. 1820 Montreux 1

TRIBUNE DE CAUX

Paraît tous les 15 jours
Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82. Chèques postaux 10 - 25 366

Fr. 0.70 27 mai 1966 N° 5



La jeunesse allemande reprend en chœur les chansons de «Sing Out 66». Déjà six troupes de jeunes Allemands se sont constituées pour monter à leur tour le spectacle dans la région où ils travaillent.

«Sing-Out» en Allemagne

Une vague nouvelle de jeunesse

Notre enquête sur la construction — L'arrière-pensée de Jaurès

flash

JOHANNESBURG, Afrique du Sud. Pour la première fois, une troupe d'acteurs professionnels blancs a pu présenter une pièce dans un des importants quartiers africains de la ville. Il s'agit de *A travers le mur du jardin*, de Peter Howard.

BOMBAY. S. E. le Cardinal Gracias est venu féliciter les jeunes acteurs indiens et australiens de la revue musicale *Sing Out Australia*. « Vous déferlez sur Bombay comme un ouragan, leur dit-il. Vous avez reçu des talents que vous utilisez pour créer la paix de Dieu et la fraternité entre les hommes. Dieu récompensera vos sacrifices et vos efforts. »

55 Australiens sont en effet arrivés en Inde pour y présenter leur revue musicale. Ils furent accueillis à l'aéroport de Bombay non seulement par un représentant officiel du gouvernement australien,

mais par plusieurs centaines de jeunes Indiens qui scandaient: « Bardhe chalo » (en avant!). Le soir de leur arrivée, ils ont présenté leur spectacle devant 5000 personnes dans un village de pêcheurs sur les rives de l'océan Indien.

HARRISBURG, Pennsylvanie. Le gouverneur William Scranton, que la convention nationale républicaine avait failli choisir à la place de Goldwater comme candidat à la présidence des Etats-Unis, a reçu la deuxième troupe de *Sing Out 66* au parlement de l'Etat. C'est lui qui supervise le programme de la tournée dans son Etat.

INDEPENDENCE, Missouri. L'ancien président Harry Truman a reçu la troupe de *Sing Out 66* au théâtre de l'Institut et du Musée qui porte son nom, où sont conservés les documents importants des événements survenus pendant sa présidence. La troupe venait lui rendre hommage pour son 82^e anniversaire.

MOUTIER. « Espérons que le vibrant message du film africain *Liberté* continue d'exercer son pouvoir apaisant en Afrique, mais aussi partout ailleurs dans le monde », écrit le *Journal du Jura* de Bienne après une représentation du film à Moutier. « Peut-être en aurions-nous besoin aussi, nous autres Jurassiens? Ne venons-nous pas, en la période d'élections qui a pris fin, de donner l'exemple de nos divisions? Il est vrai que la lutte ne fut pas sanglante. Elle n'en était pas moins peu édifiante! »

Sing Out en Allemagne: enthousiasme des jeunes

Le journal allemand *Welt am Sonntag* a publié un long reportage sur la tournée de *Sing Out 66* sous le titre: « Le chant de la liberté — La jeunesse allemande le reprend », et écrit notamment:

« La vague de *Sing Out* est en train d'engloutir l'Allemagne. Les 150 jeunes Américains de la troupe — blancs, noirs et indiens — qui chantent pour la liberté rencontrent non seulement un public enthousiaste qui leur réclame des bis innombrables, avec des centaines de jeunes descendant dans les couloirs pour reprendre en chœur les chants de la pièce, mais encore ils constatent que la jeunesse allemande « croche ».

» Le refrain du chant principal est très simple:

La liberté a son prix
Il vous faut payer
Et sacrifier
Pour votre liberté.

» Beaucoup d'observateurs enthousiastes pensent que ce chant, au rythme contagieux, pourrait bien devenir le chant des peuples épris de liberté. »

Puis le journal passe en revue les principales étapes de cet étonnant développement:

Le 5 mai, à Neuss, un groupe allemand *Sing Out* s'est constitué spontanément, avec 400 jeunes.

Le 7 mai, 250 jeunes se sont précipités sur la scène de la Rheinhalle à Dusseldorf pour chanter avec les jeunes Américains le refrain principal.

Un groupe *Sing Out* s'est déjà réuni deux fois à Essen pour des répétitions. A Wurtzbourg, la représentation a dû être transférée dans une salle plus spacieuse.

Dans la salle célèbre des Maîtres-Chanteurs, à Nuremberg, on a dû mettre sur pied une matinée pour contenter tous les spectateurs qui ne trouvaient plus de place pour la soirée.

A Munich, les représentations organisées par l'université et les dirigeants étudiants ont eu lieu au cirque Krone, tant l'affluence était grande.

Le point culminant de la tournée sera la représentation du 10 juin au Westphalenhalle de Dortmund, la plus grande salle d'Allemagne fédérale.

Lettre de la rédaction

Le prix des loyers? Un sujet dont chacun parle, souvent avec inquiétude, toujours avec indignation. Il convient de dire que la construction de logements est un sujet de préoccupation majeur pour ceux qui pensent à l'avenir de leur famille et à celui du pays. C'est aussi le sujet d'une enquête que *Tribune de Caux* commence aujourd'hui par l'interview de M. le Conseiller d'Etat François Peyrot, chef du Département des travaux publics de Genève. Rappelons que dans cette ville la population s'est accrue de 42 000 habitants de 1960 à 1964; une telle augmentation met les autorités devant des problèmes aussi urgents que difficiles à résoudre. La recherche de solutions n'en est que plus poussée et place Genève dans le peloton de tête des cantons suisses dans ce domaine.

Dans un prochain numéro, nous rendrons compte de l'expérience, révolutionnaire à bien des égards, poursuivie par l'un des plus grands entrepreneurs de Suisse centrale, qui est parvenu à offrir des appartements à 20% meilleur marché que ses concurrents, à qualité égale, voire supérieure. Puis nous donnerons la parole à différentes personnalités syndicales et patronales de Suisse romande, espérant ainsi amorcer un dialogue productif dans un domaine essentiel à la vie du pays.

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours

Publié par Editions
Théâtre et Films de Caux S.A.

Rédaction, administration, publicité :
9, chemin du Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82, CCP 10-25366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—
Autres pays Fr. 18.—

Abonnements de soutien :
Fr. 30.— et Fr. 100.—

Rédacteurs responsables :

Daniel Mottu
Paul-Emile Dentan

Imprimerie Corbaz S.A., Montreux

Quincaillerie

Outillage

Articles de ménage

É. MIAUTON
S.A.

Montreux tél. 62 41 71

A la télévision

Au cours de l'émission « Panorama », qui est suivie avec attention dans les deux zones, un reportage de 6 minutes a été consacré à *Sing Out*. En présentant différentes séquences de la tournée en Allemagne, à commencer par la réception du chancelier Erhard à Bonn, le commentateur ajouta: « En chansons, ces jeunes nous parlent de la liberté, de sa valeur et de son prix. C'est parfait du point de vue technique et musical. Ils font appel aux sacrifices et à une moralité militante pour sauvegarder les droits de l'humanité et pour construire un monde meilleur. Ils parviennent à convaincre littéralement chacun de prendre part à l'édification d'un avenir différent, parce que, comme toute, c'est de nous que dépend la marche de l'histoire. »

R IEN n'est plus révélateur que les contrastes suscités par les mêmes événements dans les commentaires de la presse, de la radio et de la télévision de divers pays.

Nous venons d'en faire l'expérience à propos de l'accord des six pays du Marché commun conclu à Bruxelles et suivi, quelques jours plus tard, par la réunion du Conseil des Ministres des Sept de l'AELE à Bergen, en Norvège.

Si l'on suit avec attention les interprétations de ces événements par les divers organes qui forment l'opinion publique, on constate que la plupart de ceux qui expriment un avis le font dans une perspective subjective, influencés par l'intérêt national ou d'autres mobiles personnels. Ainsi, les mêmes faits, commentés par *Le Monde* de Paris, *US News and World Report* de Washington, *Die Welt* de Hambourg ou le *Journal de Genève*, prennent un aspect entièrement différent, sinon contradictoire.

Un diplomate anglais faisait remarquer que les problèmes objectifs déposés sur la table des conférences internationales ne sont rien comparés à ceux que représentent les hommes assis autour de la table. Que cette boutade corresponde ou non à la vérité, il n'en reste pas moins que l'équation personnelle des négociateurs joue un rôle important.

Dans un éditorial de *La Gazette de Lausanne*, son nouveau rédacteur en chef, M. Frank Bridel, révèle ce que nombre d'hommes avertis de notre pays savaient déjà, mais que peu ont le courage d'écrire, en soulignant que le brillant chef du Département fédéral de l'économie publique n'a jamais caché son scepticisme devant les solutions proposées par les Six du Marché commun. C'est ce qui a fait de lui l'un des principaux initiateurs de l'association des Sept, qu'un de nos diplo-

Bruxelles Bergen et Berne

mates définit comme « le club des gentlemen commerçants ». « Il est notoire, écrit M. Bridel, que nos conseillers fédéraux réagirent de façon fort diverse en ce jour de janvier 1963 où la France ferma devant l'Angleterre la porte du Marché commun. M. Wahlen était navré. A ses yeux, le coup qui brisait l'élan fédérateur frappait l'Europe occidentale entière, donc la Suisse aussi bien que les autres pays. M. Schaffner, au contraire, exultait. Il ne croit pas à l'Europe des institutions. » On comprend donc pourquoi il n'a pas été fâché de voir la CEE se heurter à de graves difficultés au cours de cette dernière année. Peut-être espère-t-il que les négociations

du Kennedy Round avec les Etats-Unis vont permettre à la nouvelle alliance entre Washington et Bonn de mettre un frein, sinon un terme définitif, aux projets du Marché commun.

Les actions des Sept de l'AELE ont été très hautes au moment où l'on n'arrivait pas à s'entendre à Bruxelles. Mais maintenant qu'un accord laborieux a été mis au point, nous assistons à un jeu de bascule qui remet en cause les espoirs des responsables de notre économie nationale. Le Danemark menace de quitter l'organisation des Sept si une solution n'est pas trouvée pour l'écoulement de ses produits agricoles. La rupture de la coalition en Autriche conduit notre voisine à relancer avec plus d'énergie ses négociations avec les Six. Sans parler de Londres qui, sous la pression de graves difficultés économiques, voit le moment du choix approcher, car il ne sera bientôt plus possible de jouer sur les deux tableaux à la fois.

La Suisse pourrait donc bientôt se trouver seule, au milieu d'une Europe qui risque de lui faire payer le prix de son attitude négative.

Et pourtant, autre paradoxe, les transformations de la politique européenne, sous les coups de butoir du général de Gaulle, sont en réalité favorables à notre pays. Le démantèlement du concept de supranationalité qui avait élevé pour un pays comme le nôtre un obstacle quasi impossible à franchir, fait apparaître un nouveau concept, qui se situe dans la ligne de notre politique confédérale.

Ne serait-ce pas l'occasion pour notre pays d'abandonner sa prudence sceptique et, au cours des prochaines années qui vont être décisives pour l'Europe, d'envisager une attitude plus constructive, plus dynamique, plus digne aussi d'une nation qui se dit chrétienne? PH. M.

PLEINS

FEUX

Est-ce notre confiance dans le franc suisse, la hauteur de nos montagnes, le fait est que des événements se passent chez nous, importants pour toute l'humanité, que nous ignorons presque. Tenez: prenez cette organisation qu'on appelle des trois lettres OMS. La plupart de nos concitoyens se creuseraient la tête pendant de bonnes minutes pour vous dire ce que cachent ces initiales: Organisation Mondiale de la Santé. Elle vient d'être installée dans un nouveau bâtiment à Genève, qui est un chef-d'œuvre d'architecture. Puis on n'a plus entendu grand-chose. On s'y est habitué déjà. Ces gens-là font leur travail, dit-on. Et on continue comme avant. Pourtant, 500 personnes sont venues à Genève de 116 pays pour parler de la santé du monde, sujet préoccupant s'il en est un et qui devrait

concerner chacun. C'est un Suisse qui a présidé leurs assises, le Dr Arnold Sauter. Au milieu de beaucoup d'autres sujets passionnants, une véritable guerre a été déclarée au cours de cette assemblée: une guerre contre la petite vérole. Cette terrible maladie a été dominée en Europe et en Amérique du Nord par des campagnes intensives de vaccination. Chaque enfant chez nous est vacciné avant l'âge de 18 mois. Pourtant, en 1953, un million de personnes dans le monde étaient contaminées, et un tiers en mouraient. Dix ans plus tard, en 1963, ce n'étaient plus que cent mille personnes qui étaient atteintes, dont 99% dans les régions chaudes du globe. L'an passé, ce chiffre diminuait encore de moitié. Il est maintenant possible, affirment les experts, de faire disparaître la petite vérole de la liste des

maladies du genre humain, et cela en dix ans. Pour cela, il faudra vacciner 1350 millions d'hommes, ce qui coûtera environ 750 millions de francs suisses. Pour lancer cette campagne quasi militaire, les Etats-Unis ont promis d'intensifier leurs efforts dans dix-huit pays de l'Ouest africain; l'URSS a fait don de 75 millions de doses de vaccin séché congelé et la Grande-Bretagne continuera ses recherches en vue de la production d'un nouveau remède qui pourrait révolutionner toute la prophylaxie d'une maladie dont nos petits-enfants ne parleront plus. Une belle victoire, n'est-ce pas?

On ne va pas en rester là à l'OMS. Elle mène avec autant d'énergie la lutte contre le paludisme. Saviez-vous que sur les 1576 millions d'habitants de régions où sévit cette maladie, 1214 millions, soit le 77% du total, vivent dans des zones où le paludisme est en voie d'être éliminé?

Enfin, l'OMS se préoccupe de la lutte contre le cancer. 1 500 000 dollars sont consacrés cette année à financer les travaux du centre international de recherches sur le cancer qui vient d'être ouvert à Lyon.

Tout cela ne vaudrait-il pas l'honneur des grands titres de nos journaux? SAMOVAR

Que feriez-vous si vous étiez responsable de loger la population d'une ville ou d'un canton qui ait presque doublé depuis vingt ans? Recourir aux promesses démagogiques si souvent entendues à la veille des élections et promettre des HLM construits avec les deniers de l'Etat? Laisser les entrepreneurs et les grandes associations financières bâtir comme bon leur semble? Vous résigneriez-vous à laisser la spéculation galoper, quitte à la dénoncer au passage dans un discours au Grand Conseil? Tous ces problèmes, et bien d'autres, sont ceux auxquels M. le Conseiller d'Etat François Peyrot, chef du Département des travaux publics de Genève, doit faire face et qu'il a bien voulu évoquer devant nous, à l'intention des lecteurs de la *Tribune de Caux*.

Disons-le d'emblée, M. Peyrot et son « équipe », des hommes jeunes et dynamiques, s'attaquent à ces problèmes avec un enthousiasme et un sens des responsabilités sociales que l'on aimerait voir plus répandus parmi nos autorités cantonales et fédérales. M. Peyrot et ses collaborateurs se documentent beaucoup; ils sont allés à Sarcelles, dans le département de la Seine, visiter l'étonnante nouvelle cité dite des « grands ensembles », l'une des réalisations pilotes de France; ils sont allés étudier les travaux gigantesques entrepris au Rond-Point de la Défense, à Paris, tant du point de vue technique que juridique et financier. Conscients de la nécessité d'un dialogue constant entre les responsables de la vie nationale dans un pays démocratique, ils maintiennent un contact étroit et permanent avec les associations patronales et les syndicats ouvriers.

Tout ceci, ajouté à leur conscience professionnelle, leur permet de voir les problèmes dans leur ensemble et d'essayer ainsi de les saisir dans leurs multiples aspects pour mieux les dominer. « Nous sommes une patrouille de pointe, nous confions le magistrat genevois, et nous avons à lutter contre le compartimentage effrayant qui règne chez nous. Ce dont nous avons le plus grand besoin en Suisse, c'est d'un esprit de synthèse. Le public a une peine énorme à comprendre que nous devons parvenir à un degré de concentration raisonnable. Mais il faudra bien y arriver, si nous ne voulons pas vivre en marge du développement économique du monde. »

Comment envisagez-vous le problème de la construction de logements à Genève?

Il y a trois catégories de logements: les HBM (habitations à bon marché), pour personnes âgées à revenus modestes, construites sur la base de lois fédérales édictées en 1958 déjà, et qui permettent à l'Etat d'assurer jusqu'à 20% de la mise de fonds et de prendre des hypothèques de premier rang. Puis il y a les HLM (habitations à loyer modéré), édifiées à Genève sur la base des lois Dupont: l'Etat prend en charge les intérêts hypothécaires et accorde des exonérations fiscales; les loyers y sont bloqués pour vingt ans. Enfin, il y a les constructions du secteur libre. Vous savez qu'on a construit chez nous un trop grand nombre d'appartements dits

Est-il possible de bien construire à

bon marché ? perspective d'un magistrat



M. le Conseiller d'Etat François Peyrot

de luxe. Il y en avait 670 vacants au début de l'année, aux loyers trop élevés pour le portemonnaie de locataires éventuels. Pourtant, la loi de l'offre et de la demande est inéluctable, aussi constatons-nous maintenant que certains appartements chers des quartiers périphériques baissent leurs prix.

Quelle est votre expérience à Genève dans la construction de grands ensembles?

Au Lignon, près de Vernier, dans le cadre magnifique du Bois des Frères et du coude du Rhône, nous avons négocié le déclassement de terrains qui doivent permettre la construction d'un grand ensemble de 2800 logements, soit une cité de 12 000 à 15 000 habitants. Les terrains ont été achetés par des personnes privées. Le tiers en a été revendu à l'Etat au prix coûtant pour

être mis à disposition de fonds de prévoyance qui resteront propriétaires des immeubles, ce qui exclut la spéculation. Il y aura dans cet ensemble des HLM, des HBM et des logements du secteur libre. Mais les équipements de cette nouvelle collectivité: écoles, dispensaires, installations sportives, etc. seront communs à toutes les catégories. Nous ne voulons absolument pas reléguer dans une partie du canton les catégories de citoyens dont le revenu ne leur permet pas de louer des logements d'un loyer plus élevé. Les enfants grandiront ensemble dans les mêmes conditions. D'ailleurs, grâce à une rationalisation poussée de la construction, les loyers contrôlés du Lignon devraient être accessibles à la classe moyenne qui, pour le moment, manque d'appartements.

D'autres ensembles existent déjà: ce sont notamment ceux de Meyrin (dont tous les logements appartiennent au secteur libre), et de la Cité Nouvelle, à Onex. Au total, 6000 logements environ ont été construits annuellement ces deux dernières années.

Que faites-vous pour lutter contre la spéculation sur les terrains?

La loi sur le développement urbain soumet la vente de terrain au régime de l'autorisation préalable de l'Etat. Celle-ci n'est accordée qu'après un examen attentif. Par des arrêtés de déclassement, on peut également contrôler le montant des loyers et les bloquer pour dix ans. D'autre part, l'Etat prélève une taxe d'équipement sur la vente de terrains destinés à la construction et qui nécessitent l'installation de canalisations, d'adduction d'eau, d'électricité, etc. Les terrains ainsi taxés ne peuvent pas se vendre à des prix spéculatifs, bien que leur équipement en renchérisse forcément le coût. L'équipement d'une zone de construction est très coûteux. Le problème reste donc entier de savoir comment absorber dans la plus-value des terrains le prix des équipements, sans agir de façon exagérée sur le prix de la construction. Ce problème se pose aussi à l'étranger. La France, l'Allemagne et la Hollande ont à cet égard une législation beaucoup plus avancée que la nôtre.

Cependant, voyez-vous, le problème de base est que l'Etat ne peut, et ne doit pas tout faire. Ce n'est pas sa tâche de construire toutes les catégories de logements. Entre l'Etat, dont les responsabilités se multiplient démesurément, et la masse des citoyens qui attend toujours plus de lui, il faut constituer des intermédiaires, qui nous manquent à l'heure actuelle: des sociétés d'économie mixte groupant l'Etat, les éléments financiers et les particuliers. Ces sociétés ou régies autonomes, munies de moyens adéquats, pourraient acheter et équiper des terrains à bâtir afin de les mettre à disposition de la collectivité. A cet égard, une évolution doit se faire en Suisse, à l'instar de ce qui s'est passé en France. Nous espérons l'amorcer à Genève à l'occasion du remaniement du quartier des Grottes, qui sera précisément confié à une société mixte, du type de celle qui a fait ses preuves pour l'aménagement de La Praille, la vaste zone industrielle qui s'étend au sud de la ville.

Quels sont les autres éléments qui permettraient de faire baisser le coût de la construction?

Il y a naturellement la rationalisation et la pré-fabrication qui impliquent l'élargissement du marché. Là encore, on n'en parle pas volontiers en Suisse, car nous aimons la diversité! N'y a-t-il pas chez nous autant de prescriptions réglementaires sur la hauteur des portes, les escaliers, les dimensions minimales de tuyaux, etc. qu'il y a de cantons? Ceci empêche toute industrialisation de la construction. Néanmoins, une intégration dans les marchés plus vastes est un des éléments importants de l'histoire contemporaine et nous n'y échapperons pas. Cela repose également la question de la carrière de l'architecte: que devient son rôle à l'heure des grands ensembles?

Le coût de la main-d'œuvre est également un facteur important (un tiers du prix global). Depuis que l'on tend à réduire le nombre des travailleurs étrangers, il semble apparaître que le rendement de la main-d'œuvre — les syndicats doivent s'en convaincre — tend à s'améliorer sur les chantiers.

Enfin, il y a le loyer de l'argent. A Genève, nous

avons été particulièrement touchés par les mesures fédérales contre les capitaux étrangers. Ceux-ci, notamment les capitaux français, faisaient partie depuis longtemps de notre vie économique, spécialement dans le domaine immobilier. Avec les restrictions fédérales, ces fonds ont eu le temps de se désintéresser de Genève et d'aller ailleurs. Aussi avons-nous demandé l'aide de la Confédération pour résoudre le problème du financement des constructions indispensables à notre marche en avant. Actuellement, l'argent coûte cher; des intérêts hypothécaires de 1^{er} rang de 3¾% étaient la norme il y a cinq ans; ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ce facteur renchérit naturellement le prix de la construction.

Pensez-vous que l'on puisse arriver, à force de planification et de rationalisation, à diminuer le prix des loyers de façon appréciable?

La loi de l'offre et de la demande joue aussi pour les logements; si nous construisons suffisamment d'appartements, leur prix baissera en raison même de leur abondance. Il est admis généralement que dans un budget familial le montant

affecté au logement ne devrait pas dépasser 20% du revenu au maximum, la norme étant de 15%. Or, dans les circonstances actuelles, le prix de revient des logements dépasse nécessairement ces 20%. Nous avons procédé à des études détaillées pour déterminer, d'après les revenus fiscaux, les logements qu'il faudrait à chaque famille. Or, nous constatons que le prix de ces logements dépasse presque toujours les moyens disponibles d'après les normes ci-dessus.

Il y a là une marge qui est un problème-clé de la construction, un problème dont la solution oriente nos recherches et notre effort.

Et M. Peyrot de conclure: « Notre tendance, à nous Genevois et Suisses, c'est de nous en remettre à l'Etat dès que les choses deviennent trop difficiles, au lieu de procéder aux ajustements nécessaires. Il en résulte un dangereux déséquilibre. D'autre part, le compartimentage et une conception artisanale de la construction sont autant d'obstacles à la mise en chantier des logements que réclame notre population. En résumé, il appartient à l'opinion publique et à l'industrie du bâtiment de s'adapter aux besoins actuels. »



L'industrie du bâtiment en Suisse absorbe le 23 % du revenu national.

L'augmentation du coût des logements suscite un grave problème social.

Pour le résoudre, il ne faut pas seulement construire davantage de logements; les loyers doivent baisser.

Dans l'intérêt général, il faut donc:

- arrêter l'augmentation des prix du terrain
- rationaliser la construction
- créer d'importants projets de construction de caractère non spéculatif afin d'exercer un effet régulateur sur les prix du terrain et des loyers.

Chantier du grand ensemble du Lignon à Genève: un élément préfabriqué est hissé au sommet de l'ouvrage pour le coffrage des moules. Photo Bouverat



BRANDT

BULLE
tél. (029) 2 77 30

FERRONNERIE

SERRURERIE

**CONSTRUCTION
METALLIQUE**

**DEVIS PROJETS
sans engagement**

SULZER

**Chauffages tous systèmes
Ventilation, conditionnement d'air**

Lausanne, Genève, Sion, Yverdon

Tribune du monde

Qu'est venu faire M. Kossyguine en Egypte ?

De notre correspondant
à Beyrouth

Presque deux ans après le passage de son pittoresque prédécesseur M. Khrouchchev, le premier ministre soviétique est venu se rendre compte personnellement des progrès accomplis à Assouan. Le visage sévère, M. Alexeis Kossyguine, accompagné du président Nasser, a visité en détail l'énorme barrage dont les installations sont à 70% terminées. Assouan est de loin le plus important projet entrepris par l'URSS à l'étranger, et le coût total de l'opération s'élèvera à plus de 1 300 000 francs.

Le voyage de M. Kossyguine correspond avec une activité accrue de l'URSS au Proche-Orient. Il suit de près la signature d'un accord par lequel un crédit de 600 millions de francs a été ouvert à la Syrie pour la construction d'un autre barrage, sur l'Euphrate cette fois-ci.

De plus en plus, les peuples du Proche-Orient ont à choisir entre la révolution socialiste arabe et les tendances plus conservatrices des souverains traditionnels. Cette question, on le sait, a été à deux doigts de provoquer un conflit armé entre le président Nasser et le roi Faïçal au Yémen, où l'Iman se bat avec l'aide du roi d'Arabie séoudite contre les républicains appuyés par le Caire.

Pendant que ces événements se déroulent dans les sables du désert, on discute beaucoup à Washington de la question des envois de blé à la République Arabe Unie. Ceux-ci sont effectués dans le cadre d'un traité qui expire le 30 juin. Au Sénat, plusieurs orateurs ont fait entendre les critiques habituelles contre « l'attitude anti-américaine » de la République Arabe Unie, mais le débat n'a abouti à aucune conclusion. Le département d'Etat dément les rumeurs selon lesquelles l'aide serait supprimée. De son côté, le quotidien *Al-Ahram*, qui exprime souvent l'opinion du gouvernement, affirme hautement que l'Egypte ne se laissera pas intimider par les « menaces américaines » et qu'elle n'acceptera jamais de « contrôle étranger » sur sa politique. Le journal profite de l'occasion pour accuser les Etats-Unis de protéger « la monarchie d'Arabie séoudite et le régime raciste d'Israël ».

La situation est délicate, car la RAU a demandé aux Etats-Unis un crédit de 150 millions de dollars pour acheter du blé, et elle espère obtenir un autre crédit de cent millions pour le développement de son industrie. L'aide alimentaire à l'Egypte a été accordée jusqu'à présent moyennant paiement en devises égyptiennes; celles-ci sont versées dans un fonds non transférable qui permet au gouvernement égyptien d'accorder des prêts à long terme et à très faible intérêt pour le développement de l'industrie locale.

A Washington, on annonce également que le roi Faïçal se rendra en visite officielle aux Etats-Unis

du 21 juin au 1^{er} juillet. Cette nouvelle fait suite à des déclarations répétées concernant l'intégrité territoriale de l'Arabie séoudite. Dans un discours violent prononcé le 1^{er} mai, le président Nasser avait menacé de s'emparer de deux cités d'Arabie séoudite proches de la frontière du Yémen, si le roi Faïçal continuait à appuyer les forces royalistes.

Il faut mentionner enfin la rapide visite que le premier ministre de Jordanie, M. Wasfi Tell, vient de rendre au roi Faïçal. Il a pu annoncer à son retour que son pays recevrait l'aide de l'Arabie séoudite, ajoutant: « Toute initiative qui multiplie nos amitiés, renforce notre position internationale, consolide nos rangs et nous attire de nouveaux appuis est une bénédiction. »

On le voit, le monde arabe est déchiré par la guerre froide, dont les pôles d'attraction sont Ryadh et Le Caire. L'URSS s'est prononcée avec vigueur pour les Etats socialistes — la RAU, la Syrie et l'Irak. Les Etats-Unis s'efforcent de maintenir leur amitié dans les deux camps, conscients sans doute du fait que si leurs concessions de pétrole sont situées dans les Etats traditionalistes de la péninsule arabique et du golfe Persique, l'influence de Gamal Abdel Nasser dans le monde arabe ne peut être ignorée.

Le fait est que ni les concessions de pétrole, ni les envois de vivres, ni certes les bases militaires, ni les barrages ne peuvent assurer l'interdépendance amicale entre l'Europe, le Proche-Orient, l'Asie et l'Afrique, que l'économie et la géographie rendent si nécessaire. L'établissement de relations amicales entre les peuples ne dépend pas de facteurs matériels, mais de facteurs plus subtils, et notamment du courant d'idées et de sentiments qui traverse le monde arabe.

HARRY ALMOND

Missoffe à la recherche de la jeune France

De notre correspondant
à Paris

La France se découvre une force nouvelle: la jeune génération. Ils sont six millions, ceux que l'on commence à appeler « les 16-24 ». On s'aperçoit soudain qu'ils sont là, qu'ils ont des besoins et qu'ils peuvent devenir un moteur pour leur pays. Depuis janvier, ils ont un ministre en titre, François Missoffe. Jeune, dynamique, à la tête d'une famille de sept enfants, il est assez humble pour admettre qu'il a beaucoup à apprendre de la jeunesse. Il vient d'annoncer une grande enquête par laquelle il invite six millions de jeunes Français à s'exprimer et pour laquelle il sollicite l'aide de la presse.

Depuis cinq ans que son nom a atteint la « une » des journaux français, François Missoffe a toujours montré dans ses entreprises une farouche résolution. En 1961, lorsque le général de Gaulle lui confie le Secrétariat d'Etat au Commerce, il appelle les consommateurs à l'aide pour tenter

d'assainir le circuit de la viande, lançant notamment le fameux « Suivez le bœuf ! » Si cette campagne n'a pas tous les effets désirés, elle réussit du moins à faire entrevoir comment le public peut agir sur les prix. Ministre des Rapatriés dès 1962, il rend au bout de vingt ans son portefeuille au Président avec la singulière satisfaction de pouvoir dire: « Ma tâche est terminée. L'objectif de notre ministère a été atteint. » De Gaulle l'envoie représenter la France au Japon. En un an à peine, Missoffe lance toute une série d'échanges franco-japonais qui étaient jusqu'alors presque nuls. Aucune ambassade, à Tokyo, ne reçoit autant de Japonais.

Aujourd'hui, de son bureau de la rue de Châteaudun, le nouveau ministre de la Jeunesse veut faire l'inventaire. « On a construit des stades, des piscines, des bâtiments, nous confie un de ses collaborateurs, mais où sont les hommes qui construiront l'avenir ? »

La jeune génération a des besoins nouveaux, mais elle a aussi des aspirations, des idées sur la France future, des solutions à proposer. Avec son enquête qui doit aboutir à l'élaboration d'un « livre blanc », le ministre se met à l'écoute. Il sait que si l'on veut fournir à six millions de jeunes, de façon intelligente, les moyens de leur épanouissement, il faut l'impulsion de l'Etat. Il sait aussi qu'une telle politique demande à être faite avec les jeunes et non pour eux. Toutes les associations et tous les groupements, même tem-

poraires, pourront, au moyen de formulaires qu'ils doivent demander, émettre leur avis sur la « formation globale de la personnalité et notamment sur le rôle dans ce domaine des activités physiques et sportives scolaires ».

En sollicitant l'opinion des jeunes, Missoffe pose deux conditions, bons facteurs de discipline pour des esprits latins: pour avoir voix au chapitre, les jeunes doivent se grouper (au moins à vingt) et ils ne doivent pas rester dans la théorie.

En commentant son plan de campagne, le nouveau ministre a dit qu'il se proposait de développer « tout ce qui concerne la formation du caractère: esprit d'initiative, goût de l'effort, de l'engagement, etc. », soulignant que ce sont là les lacunes de l'enseignement français.

Reste à savoir comment la jeunesse réagira. Elle a — et cela n'est pas coutume — l'occasion de faire d'une initiative gouvernementale une poussée populaire.

L'enquête qui s'ouvre aujourd'hui va sans doute s'avérer un défi et pour le régime et pour la jeune génération. Les gouvernants seront-ils en mesure de conduire la jeunesse vers de grands objectifs? Les jeunes Français vont-ils se révéler capables de transformer les mobiles de vie de leur pays? Les uns et les autres doivent savoir en tout cas que l'humanité, divisée et inquiète, attend beaucoup de la France.

JEAN-JACQUES ODIER

L'ARRIÈRE-PENSÉE DE JAURÈS

par Henri Guillemin

ON saura gré à Henri Guillemin d'avoir insisté, dans son dernier livre, sur un aspect trop souvent méconnu mais pas moins essentiel de la vie et de la pensée du grand socialiste français.*

Jaurès s'est certes battu avec acharnement contre les abus de la bourgeoisie, contre les injustices sociales, contre le cléricisme protecteur des privilèges. Henri Guillemin le montre bien: « Il les connaît, Jaurès, tous les barons politiques et ces grands électeurs catholiques qu'on voit aux belles messes du dimanche; une cohue d'indifférents et de sceptiques qui pratiquent encore à demi, sans croire » (p. 51).

Mais ailleurs, on peut lire: « Ce que réclame Jaurès, c'est une foi vivante, sincère, enthousiaste » (p. 56). Serait-ce donc cela que réclame le socialisme?

« Dans *La Dépêche de Toulouse* du 30 mars 1892, lit-on encore, Jaurès avait reproché à de Mun de se tromper, du tout au tout, sur le caractère du socialisme qu'il accusait de s'occuper seulement des corps et non des âmes; erreur absolue; c'est l'homme tout entier que le socialisme prétend fortifier et affranchir » (p. 41).

Ce qui frappe le plus, en découvrant ainsi la pensée de Jaurès, c'est l'extraordinaire actualité de ses paroles, de ses aspirations. En lisant ces pages, j'ai pensé constamment aux remarques de dirigeants socialistes et syndicalistes rencontrés ces derniers temps dans différents pays. « Nous sommes à bout de souffle, disait l'un d'eux. Notre idéal n'accroche plus. » Et un autre: « Nous nous sommes battus pour améliorer les conditions des ouvriers; maintenant que nous y sommes parvenus, ils se désintéressent de la lutte syndicale et ne sont même pas reconnaissants. » Jaurès l'avait pressenti. En 1896, il disait déjà: « Je me demande souvent, quand les travailleurs auront obtenu ce qu'ils désirent, quelle sera leur vie intérieure? » (p. 37). Mais creusons un peu! Jaurès avait-il vraiment la réponse à ces questions que tant de dirigeants du monde ouvrier se posent aujourd'hui, et qui sont même mises à l'ordre du jour des congrès syndicaux: Que voulons-nous? Vers quoi tendons-nous? Quel idéal avons-nous à proposer?

Jaurès n'était certes pas un tiède. Il n'était pas pour les demi-mesures, ni pour le prêchi-prêcha. Le combat qu'il a mené, il l'a mené à fond. « Si même, dans leur soulèvement contre l'iniquité et le mensonge, les socialistes éteignent, un moment, toutes les étoiles du ciel, j'irai avec eux, dit Jaurès, dans le chemin

sombre parce que ce chemin mène à la justice et que la justice est l'étincelle divine qui suffira à rallumer tous les soleils » (p. 42).

Mais aujourd'hui, l'heure n'est-elle pas venue de faire jaillir l'étincelle et de rallumer les soleils? C'est ce que pensait le responsable des syndicats d'extrême-gauche dans un important centre industriel d'Europe. « Il faut raviver les valeurs humaines, me disait-il, sans quoi nous serons submergés par le nihilisme et par l'amertume implacable de la lutte des classes. » En effet, le socialisme européen semble bien se trouver à la croisée des chemins. Trois routes s'offrent à lui. Il y a celle des manœuvres politiques. Elle est suivie par ceux qui veulent profiter de la montée socialiste pour se pousser eux-mêmes en avant. Pour arriver à leurs fins, ils accepteraient tous les marchandages et renieraient tous leurs principes. Ce socialisme opportuniste n'était pas celui de Jaurès. « Je n'ai jamais vu Jaurès faire un retour sur sa propre situation et se demander, d'une manière plus ou moins nette, si tel ou tel acte profiterait ou ne profiterait pas à son avenir », disait Lévy-Brühl (p. 187).

D'autres, en insistant sur le caractère athée du socialisme, le poussent inmanquablement vers le nihilisme. Ce type d'intellectuels, Jaurès le connaissait déjà de son temps. Parlant d'Anatole France, il écrivait: « Certes, il sympathise avec les formes naissantes de la vie sociale; mais comme il ne rattache le mouvement des choses et des êtres à aucun absolu, c'est sur un abîme de néant et de vanité que flottent pour lui toutes les formations de la nature, de la vie et des sociétés; pour moi, j'ai une autre vue sur le fond du réel » (p. 211).

Les railleurs de la moralité, il les connaissait aussi: « Dans *La Revue de Paris*, il s'est expliqué sur les théories, contre la famille, de certains qui jouaient, là-dessus, aux subversifs; il y voyait, avec humour, un petit romantisme bourgeois qui l'agaçait. Ces jeunes échauffés, disait-il, tonnent contre le privilège conjugal, mais poussez-les un peu; vous verrez qu'ils n'ont rien contre le privilège de la propriété; ils prétendent qu'ils s'insurgent contre la société, et ils en ont, tout au plus, à l'opinion qui s'obstine à ne point bénir officiellement l'adultère. Ce qu'ils réclament, hypocritement égoïstes, c'est le droit, simplement, de pratiquer, à leurs heures, une sorte de communisme sexuel, et leur union libre n'est pas autre chose que la femme livrée au caprice de l'homme » (p. 197).

Et Jaurès, serait-il en accord avec les vues d'une certaine tendance de l'éducation actuelle qui voudrait rejeter toutes les valeurs et étouffer tout élan moral et spirituel? « L'instituteur saura, par scrupule de vérité, éviter toute ironie offensante, toute forme de négation brutale et définitive; que

dans sa parole, au souci de la réalité objective, s'unisse le respect de toutes les hautes et mystérieuses aspirations humaines » (p. 99).

La troisième voie est celle dont Jaurès a été le précurseur. Quelques citations, notées au fil des pages, vont nous aider à saisir le sens et le fond de sa pensée:

« Je crois d'une foi profonde que la vie humaine a un sens, que l'univers est un tout, que toutes ses forces, tous ses éléments conspirent à une œuvre et que la vie de l'homme ne peut être isolée de l'infini où elle se meut et où elle tend » (p. 27).

« Je ne conçois pas une société sans des croyances communes qui relient toutes les âmes en les rattachant à l'infini d'où elles procèdent et où elles vont » (p. 43).

« Je crois au surnaturel; je crois à quelque chose au-dessus de ce que nous percevons; je crois à un Dieu vers lequel le monde se dirige » (p. 104).

MAIS plus convaincante encore que les phrases est la qualité de vie de l'homme.

Jaurès vivait ce à quoi il croyait et il se sacrifiait pour cela. Il donnait un quart de son traitement de député au Parti. Et quant à sa discipline morale, Henri Guillemin écrit ceci: « Alors que, dans le Parti même, la rigueur des mœurs était souvent mal exemplaire, Jaurès n'eut aucune liaison, pas la moindre. Ces désirs, ces assouvissements, cette obsession latente, apnage, en somme, de la race humaine, Jaurès en est incroyablement exempt. J'ai connu des êtres tels. Pas beaucoup. Très peu. Un surtout, qui n'était ni un timide ni un impuissant. Affaire non de tempérament mais de passion. On ne surmonte que ce qu'on remplace. Comme dit Claudel, à la place d'une tentation, une tentation plus grande. Ça existe, des hommes qui vivent pour une idée, quand c'est, en eux, plus qu'une idée. Possédés par un amour où « les amours » perdent toutes séductions » (p. 197).

Et voici enfin un autre passage de Jaurès qui laisse entrevoir plus clairement encore quelle source alimentait la passion de cette vie de combat: « Même quand s'établira la justice, l'homme devra toujours, dans sa lutte quotidienne et obscure contre la sensualité et l'égoïsme, appeler au secours de sa misère celui dont le visage rayonnera de nouveau. L'âme humaine n'aura jamais trop, pour s'aider dans son mouvement vers l'infini, de toutes les forces divines qui ont déjà éclaté en elle, et particulièrement dans le Christ » (p. 53).

De tout cela surgissent une intention, un idéal, un but.

L'arrière-pensée de Jaurès deviendra-t-elle une pensée d'avant-garde pour l'avenir?

Est-ce notre affaire, Mesdames?

Pourquoi tant de poules couvent-elles de vilains petits canards?

« Mes aînés sont affectueux, attentionnés, sérieux, me disait une maman voisine. Mais le dernier, un chenan-pan! Tout lui est dû! Croyez-vous qu'il penserait à souhaiter un anniversaire? Jamais! Toujours plus d'argent, toujours plus tard le soir... Et pourtant je l'ai élevé exactement comme les autres. »

Aurais-je pu faire mieux? Suis-je trop gendarme, ou bien trop indulgente? Autant de questions que les nuits blanches ou les traités de psychologie — voire les psychiatres — laisseraient sans réponse. Pourquoi?

Parce que la vraie question est tout autre, c'est plutôt: quel est le but de *ma* vie? Vous vous étonnez? Eh bien, voici deux anecdotes qui m'ont fait réfléchir.

Lors d'une assemblée électorale en Grande-Bretagne, un jeune Anglais demanda à M. Wilson ce que les jeunes pourraient faire pour l'aider dans sa tâche. Silence gêné. Finalement M. Wilson suggéra que les jeunes s'occupent des personnes âgées de la ville. Proposition utile certes, mais je doute que ce programme ait procuré à M. Wilson un raz de marée de voix enthousiastes parmi les jeunes de la région!

Dans une université de Californie, un représentant des Volontaires de la Paix fit une conférence pour enrôler des étudiants. Il leur dora la pilule: avantages matériels, possibilité de changer d'endroit s'ils ne se plaisaient pas, etc. Il se fit tout bonnement huer: ces jeunes n'avaient pas envie d'être dorlotés, ils auraient été prêts à se sacrifier pour un grand but.

Après la conversation avec ma voisine, j'ai demandé à une jeune fille: « Pourquoi les bons parents ont-ils de mauvais enfants? » Sans une seconde d'hésitation, elle m'a répondu: « Parce qu'ils sont trop bons. » Puis elle a ajouté: « Et leur monde est trop petit. »

Si le centre de ma vie est ma famille, mon foyer (ou mon prochain jour de lessive), pour qui et pour quoi mes enfants apprendront-ils à vivre à mes côtés?

Lorsqu'il s'agit de sortir de nos habitudes et de notre cadre, nous les femmes, nous ressemblons souvent à une auto qui se fait pousser, tous freins serrés. A l'époque des vitesses supersoniques, ce n'est pas très stimulant pour notre entourage!

En fait, il ne faudrait qu'un très petit effort d'honnêteté pour découvrir quels sont ces freins. Je dirais même que nous le savons depuis longtemps. Mais nous n'avons pas envie de les desserrer, car nous ne savons pas où cela risque de nous mener. (Incidentement, ce ne serait pas un si mauvais remède pour nos migraines ou rhumatismes, mais chut! ne le disons pas trop haut, car nos maux peuvent être de si bons alibis pour ne pas nous laisser bousculer!)

Pour certaines, cela pourrait bien commencer par un véritable intérêt dans le travail de nos maris et la réflexion nécessaire pour les aider à faire les grandes choses auxquelles ils sont appelés*. N'avez-vous jamais eu de ces moments où l'on veut à tout prix forcer son mari à porter avec soi le poids d'un désaccord avec la concierge ou d'une confiture qui n'a pas pris? Et, quand on a réussi, hop! le voilà tout ratiné, à moins qu'il ne se sauve dans un autre monde.

Pour beaucoup, ne serait-ce pas d'ouvrir nos yeux et de prendre à cœur la vie de ceux que nous côtoyons? Oui, je sais, c'est toujours quand je suis fatiguée, pressée et que mon sac est lourd que je rencontre la dame d'en face... mais c'est là le test, n'est-ce pas?

Pour en revenir au but de notre vie, cela vaut la peine de réfléchir à quel genre d'avenir nous aimerions vraiment contribuer. Pour moi, et de toutes mes forces, j'aimerais voir se multiplier des familles joyeuses, qui donnent un démenti aux divisions et à l'inhumanité de notre monde. J'aimerais que des milliers d'hommes dans nos industries s'intéressent plus aux besoins du monde qu'à leur portemonnaie. J'aimerais qu'un fort courant d'opinion permette au pays d'être dirigé par des hommes et des femmes eux-mêmes dirigés par Dieu.

Sans doute avez-vous déjà vous-mêmes, Mesdames, bien d'autres idées sur cet avenir? Si nos rouages tournent et si nos cœurs battent pour de tels buts, une chose est certaine: un beau matin, nos vilains petits canards sauront bien quitter leurs mares à moustiques et se lancer dans de vastes eaux, ou même, sait-on jamais, s'envoler à tire d'aile.

JACQUELINE.

* Si vous ne croyez pas que votre mari soit appelé à faire de grandes choses, écrivez-moi!

La recette de Sylvia

Courgettes au gratin

*Un plat riche à servir à la place de viande
avec pommes de terre et salade*

Temps de cuisson: deux fois 20 minutes.

200 g. de petites courgettes par personne
huile
sel
aromates
romarin
paprika
poivre
parmesan râpé

et pour la sauce:

beurre
farine
1 cuiller à café de « Consommé riche Knorr
instantané » par tasse d'eau
parmesan râpé
crème (3/4 de tasse pour 6 personnes)

Pelez les courgettes et coupez-les en petits doigts.

Mettez-les à la poêle avec un peu d'huile et laissez-les colorer légèrement. Lorsque vous les avez retournées deux ou trois fois, ajoutez l'assaisonnement. Finissez la cuisson en les retournant de temps en temps (en tout 15 à 20 minutes).

Pendant ce temps, faites une sauce blanche bien épaisse selon votre méthode habituelle, mais en utilisant pour liquide le consommé Knorr que vous aurez cuit une minute. Ajoutez parmesan et crème.

Mettez les courgettes dans un plat à gratin non graissé, une couche de parmesan, la sauce, encore un peu de parmesan.

Au four pour 15 à 20 minutes et bon appétit!

Le spécialiste du vêtement féminin

La maison du **Tricot** SA

Lingerie
Confection
Jersey

Lausanne, Genève, Neuchâtel, Zurich, Bâle, La Chaux-de-Fonds, Fribourg